



Commune de Florennes
Province de Namur

ARRETE DE POLICE

Le Bourgmestre,

VU la loi du 16.03.1968 relative à la police de la circulation routière ;

VU la loi du 24 juin 2013 concernant les sanctions administratives communales ;

VU l'arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

VU l'arrêté ministériel du 11.10.1976 fixant les conditions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

VU la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

VU les dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

VU le Règlement Général de Police Administrative ;

CONSIDERANT que les sociétés **Kaiser - Laurenty de Hamois** doivent s'associer pour la construction de la nouvelle maison rurale réaliser pour le compte de la Commune de Florennes à Florennes à partir du 17 mars 2022 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre des mesures en vue d'assurer la bonne réalisation des travaux et la sécurité des usagers de la route et des piétons ;

CONSIDERANT que les mesures ci-après concernent la voirie communale ;

ARRETE:

Article 1

Du 17 mars 2022 pour une période de 200 jours ouvrables :

- La circulation de tout véhicule est interdite sur le tronçon compris entre la rue du Boukau et la rue de la Chapelle
- Le stationnement de tout véhicule est interdit sur la Place de la Chapelle

Article 2

L'exécutant des travaux sera en outre tenu de se conformer au schéma de signalisation prévu à l'AM du 07.05.1999, portant la signalisation des chantiers ainsi que de respecter les mesures de distanciation actuellement en vigueur.

Article 3

La signalisation prévue sera placée par et sous la responsabilité de la commune de Florennes

Article 4

Le présent arrêté sera publié conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation

Article 5

Les infractions aux dispositions de cet arrêté seront punies de sanctions administratives à moins que pour le fait commis la loi ou les règlements généraux n'aient prévu d'autres peines.

Article 6

Le présent arrêté sera transmis au Gouverneur de la Province de Namur, au Service du Mémorial Administratif à Namur, aux Greffes du Tribunal de 1ère Instance à Dinant et du Tribunal de Police à Dinant, au Commissaire Divisionnaire de la zone de Police FLOWAL, à la zone Dinaphi à Baronville, au TEC et au Bep à Namur.

Fait à Florennes, le 07 février 2022

Le Bourgmestre,

Stéphane LASSEAUX

